

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La victoire de la 3^e Internationale sur la deux et demie (Ch. Rappoport). — Comment aller aux masses (L. G. Frossard). — La Semaine internationale (Robert Pelletier). — L'Art dans la Russie des Soviets (Jacques Mesnil). — L'Echelle mobile des salaires (Alix Guillaum).

Pour les actions immédiates et partielles (J. Duret). — Une nouvelle période de prospérité capitaliste ? (Spectator). — Chronique Internationale : Indes (N. Roy). — Bibliographie : La Presse syndicale anglaise (M. Ch.). — La vie du Parti — Bibliothèque Communiste.



Léon-TROTSKY

SECOURONS NOS FRÈRES DE RUSSIE



La Victoire de la 2^{me} Internationale sur la deux et demie

Le Parti socialiste français qui s'est formé le lendemain du Congrès de Tours (fin 1920), se compose de deux éléments : 1^{er} les socialistes de guerre : Bracke, Blum, Renaudel, Varenne, Compère-Morel, Grumbach, — l'homme à tout faire de Renaudel, — etc., etc.; 2^e les « minoritaires » timides et pâles qui eurent tout juste le courage de combattre les « exagérations » du chauvinisme, mais qui n'allèrent même pas jusqu'au refus des crédits de guerre. On connaît leurs noms : Longuet, Paul Faure, Pressmane, Mistral, etc., etc.

Il était clair que si les gaillards et les « fort en gueule » à la Renaudel et à la Bracke se réunissaient avec des sans-énergie comme Longuet et Paul Faure, ce seraient les chevaliers sans peur de la trahison socialiste qui absorberaient les éternels hésitants. Même les Indépendants allemands — qui non seulement

n'ont pas inventé la poudre, mais qui ont peur de s'en servir, sont des héros intrépides en comparaison de Longuet-Paul Faure. La 2^e fut destinée, dès sa naissance, à être mangée par les « fortes têtes » de « la 2^e », aux dents longues, aux appétits robustes et aux estomacs solides, capables de digérer un Scheidemann, un Noske, un Vandervelde, un Grumbach, fournisseur du chauvinisme « international » et marchand en détail de grandes et petites saletés contre-révolutionnaires...

La Conférence « socialiste » qui eut lieu à Paris les 4 et 5 février est la démonstration par le fait de cette absorption des « minoritaires » sans caractère ni programme par les socialistes de guerre qui, eux, savent où ils vont et ce qu'ils veulent. Ils vont au pouvoir avec la bourgeoisie. Et ils veulent sauver la société bourgeoise en écrasant le bolchevisme, c'est-à-dire la révolution en action.

Les cheminots allemands en grève, ont sans le savoir, rendu un service important à la révolution, en contribuant à faire ressortir le véritable caractère de cette conférence. Grâce à elle, les majoritaires allemands ne pouvaient pas venir. Et sans eux, on ne pouvait jeter la poudre aux yeux des masses en s'occupant de « réparations ».

Les réformistes qui ont la manie de vouloir jouer auprès des gouvernements bourgeois le rôle de la mouche du coche de la fable — sauf le cas de révoltes et de grèves où leur rôle est plus efficace — ont tout un programme positif de « réparations » : la solidarité internationale. Cela voulait dire : « les Etats-Unis — l'oncle riche de l'Amérique — prêter de l'argent à l'Europe ruinée ». Depuis les récents débats du Congrès de Washington, on sait que « l'oncle » a fermé la bourse tout en continuant d'avoir le cœur ouvert... Mais même les plus grands fabricants de phrases creuses, comme Vandervelde, comprennent qu'il n'y a rien à faire avec une caisse aussi vide que ses discours.

Donc on n'a pas parlé, à la Conférence des cinq pays ex-belligérants, de « réparations » à l'aide de caisses vides et de phrases creuses, mais de l'Unité internationale. Il faut, coûte que coûte, que le prolétariat international, « répare » et restitue une virginité socialiste à tous les Renaudel, à tous les Scheidemann, à tous les Vandervelde qui ont traîné leur vertu pendant la guerre, dans tous les salons de toutes les bourgeoisies.

Le rôle d'entremetteuse échu à Fritz Adler et Paul Faure qui surent garder les convenances du milieu de saturnales guerrières. C'est l'enseigne qui doit cacher les laideurs de l'intérieur de la maison. Ce sont les hommes de confiance qui doivent endosser les signatures des banqueroutiers de la Deuxième. Fritz Adler qui a tué un ministre, mais qui garde vivant l'esprit réformiste et opportuniste de la « II^e » a, les larmes aux yeux, serré les deux mains que lui tendait Vandervelde au banquet du Salon des familles et dont une a signé le Traité de Versailles, père du traité de Saint-Germain dont l'Autriche est en train de mourir. Quel triste spectacle ! Les complices des impérialistes assassins qui menaçaient des rigueurs de la police le brave Morgari, venu à Paris pour essayer de réunir « la II^e » pendant la guerre, sont amnistiés et cajolés par des hommes qui, comme Adler, ont tout de même risqué quelque chose pour combattre

le carnage mondial et la trahison de la « II^e ». Qu'Adler relise son propre discours au cours de son procès. Il y a là de quoi répondre aux phrases et aux pleurs hypocrites de tous les Vandervelde, de tous les Sembat sur l'Unité perdue. Après l'avoir assassinée le 4 août 1914, ces messieurs veulent la reconstituer — jusqu'au prochain 4 août de la prochaine guerre mondiale.

Mais au milieu de ces scènes macabres de la conciliation des assassins avec leurs victimes, il y avait une note gaie. M. Renaudel se posa en accusateur de bolchevisme. Comme M. Poincaré, M. Renaudel ne veut pas aller à la Conférence « sans conditions ». Il faut qu'à la porte du Congrès « unitaire » la Révolution russe fasse des excuses à ce gros bonhomme — « Jaurès pour les animaux » — et à ses porte-cuvette, pour n'avoir pas suivi ses conseils et pour avoir maltraité ses amis en les empêchant de la poignarder dans le dos.

Rien ne caractérise la Conférence de Paris comme le silence de ce pauvre Longuet, qu'on a trouvé par trop compromettant au milieu de ces ex-ministres et qui ne demandent pas mieux qu'à le redevenir. Longuet comme menace et comme épouvantail ! Qu'on juge par ce seul fait l'esprit qui régnait à ce Congrès. Il est vrai que ce « quart-de-boche » traité par les amis de M. Sembat pendant la guerre comme un Boche tout entier, aurait pu, rien que par son origine suspecte, apporter une note discordante dans ces « régions dévastées » du socialisme. Longuet n'a pas la parole parmi ces hommes d'affaires... socialistes. Mais quel diable le retient parmi ces candidats à l'écrasement des futures Communes prolétariennes si éloquentement flétris par son immortel grand-père et même par son père qui fut pourtant réformiste, mais honnête ?

Pendant que la Conférence prêchait l'Unité, la grève des cheminots allemands et des ouvriers municipaux de Berlin battait son plein. Le même journal, *Le Populaire* qui publiait *in extenso* les discours unitaires de MM. les anciens et futurs ministres, calomniait et insultait les prolétaires en grève en faisant l'Unité avec M. Wirth et la bande hurlante auprès des grévistes de M. Stinnes. Les actes illustrèrent les paroles...

L'unité capitaliste est faite. Pourquoi donc en chercher une autre ?

La comédie continuera à Francfort. Ne riez pas !

Charles RAPPOPORT.

Comment aller aux Masses ?

Nous n'avons pas fait, au front unique, une opposition de mauvaise humeur ou de caprice. Nous serions de bien piètres communistes si nos consentements et nos hostilités, se déterminaient par des raisons de cet ordre. Nous croyons le front unique irréalisable ou dangereux. Il a suffi d'inscrire la question à l'ordre du jour du Parti pour jeter partout le trouble et la confusion. Dans leur immense majorité, les militants ne s'expliquent pas le changement de tactique qu'on leur propose. Quant à la masse, elle ne le comprend pas. Or, la meilleure tactique du monde ne vaut rien si elle n'est comprise par ceux qui doivent la mettre en œuvre.

Un parti, quoi qu'on en dise, n'est pas une armée. En tout cas, la discipline qu'il impose à ses troupes ne peut pas être une discipline mécanique et pourvue de sanctions militaires. Si les troupes ne la consentent librement, si elles ne lui donnent l'adhésion de leur cœur et de leur esprit, elle n'est qu'un mot vide de sens à l'abri duquel achève de mourir un parti incapable d'action. Nous avons besoin de mots d'ordre clairs et qui paraissent inspirés de directions politiques constantes. A la conférence des secrétaires fédéraux, un camarade a soutenu qu'un Parti véritablement communiste doit pouvoir changer de tactique toutes les vingt-quatre heures, préconiser tour à tour des attitudes et des actes contradictoires d'apparence, sans qu'aucune perturbation ne s'ensuive dans ses rangs. Je ne sais pas s'il est désirable que nous atteignons un jour à ce que notre camarade considérerait comme un idéal de perfection communiste ; mais, ce dont je suis sûr, c'est que nous n'en sommes pas là. Un Parti comme le nôtre, une Internationale comme la nôtre — jeunes, après tout ! — ont besoin de continuité dans l'action, autant que de continuité dans la pensée. A cette condition seulement, ils légitimeront et fortifieront la confiance que les classes ouvrières leur accordent. Qu'une rupture se produise dans cette continuité nécessaire, quelles qu'en soient les excuses ou les justifications, c'est la confiance qui se lèzarde dans la mesure où l'intransigeance s'atténue et compose avec les événements. Un mot d'ordre ne vaut que s'il est entendu dans son plein sens et accepté comme tel par ceux qui doivent s'en faire les instigateurs, les propagandistes, pour en devenir ensuite, au nom du Parti, les bénéficiaires collectifs. Il est trop aisé, dès lors, d'établir que

le mot d'ordre du front unique ne répond pas à cette exigence essentielle.

Des critiques sévères objectent que la faute en est au Parti lui-même dont l'éducation communiste progresse avec trop peu de hâte. Possible. On me permettra de maintenir que notre Parti, dans l'Internationale, ne fait point, malgré tout, mauvaise figure ; que la qualité de son communisme soutient la comparaison avec celle de tous les autres, le Parti russe excepté, que, comme les autres, c'est dans l'action révolutionnaire seulement qu'il se montrera, ou non, digne de l'Internationale. En attendant, il convient de le prendre tel quel, et tenant compte de ses faiblesses, de ses insuffisances, de l'entraîner néanmoins aux batailles de classes quotidiennes.

D'un point de vue national, l'impossibilité du front unique ne souffre pas de démonstration. Entre nos adversaires réformistes et nous, les oppositions sont à ce point violentes que des négociations en vue d'accords momentanés, pour des objets précis, entre les états-majors rivaux, soulèveraient les protestations indignées des militants.

Politiquement, dans l'hypothèse où ces négociations aboutiraient, elles contribueraient à réhabiliter des chefs discrédités, à leur rendre accessibles des tribunes qu'ils n'osent plus affronter, à leur permettre de ressaisir des auditoires qui leur sont hostiles. Ils auront tout à y gagner, nous aurons tout à y perdre.

Syndicalement, dans un pays où la scission est d'hier, ce serait folie que de prétendre rapprocher les responsables et les victimes et, pour employer les vocables habituels à l'Internationale, les « traîtres » et les « trahis ».

S'il s'agit de se retrouver pour se quereller, ainsi que l'a prétendu dans ce bulletin même notre ami Treint, on conviendra que nous avons mieux à faire, les uns et les autres. Si c'est pour une besogne commune de défensive prolétarienne, je cherche en vain la plate-forme qui pourrait nous rassembler. Nous ne sommes d'accord sur rien et, par-dessus le marché, il y a entre nous des haines meurtrières. Par probité vis-à-vis de nous-mêmes, comme dans l'intérêt de notre mouvement, maintenons l'indépendance que nous avons conquise ; allons droit notre chemin et ne cherchons pas, réformistes et révolutionnaires, à entreprendre sur nos positions respectives par une stratégie politicienne faite d'habiletés, de ruses grossières, de roueries puériles.

Internationalement, il m'a déjà été donné de montrer les aboutissants logiques de la tactique qu'on préconise. On prétend que l'Allemagne communiste a trouvé un renouveau de prospérité à l'emploi du front unique. Je crois que la preuve reste à faire. Mais, je ne demande pas que l'Internationale lie par une règle étroite l'évolution intérieure de tous les partis qui la composent. J'admets avec elle que, dans certaines circonstances et sous certaines réserves, les partis infériorisés en nombre et réduits en influence, soient admis à adapter leur propagande aux exigences de la situation qu'ils subissent. Mais, l'Internationale, à mon sens, a le devoir impérieux de prendre toutes les garanties nécessaires pour que le front unique ne se résolve pas en accords électoraux et en distribution de portefeuilles ministériels.

Cependant, voici que nous allons nous trouver, bienlôt sans doute, en présence d'une première application de cette tactique controversée.

La conférence des socialistes de Francfort, a admis le principe d'une réunion, à Berlin, des Exécutifs des trois Internationales politiques en vue de préparer un Congrès mondial. Déjà, on le sait, entre Fritz Adler, secrétaire de l'Union des partis socialistes de Vienne, et Radek, membre influent de l'Exécutif de Moscou, des conversations ont eu lieu. Elles seront reprises. Elles aboutiront peut-être. Nos amis Russes semblent attacher une grande importance à ce qu'en face de la Conférence des gouvernements, qui siège à Gênes, une Conférence des prolétariats soit tenue. Je crains qu'ils ne se préparent ainsi de rudes déceptions. La Conférence des gouvernements ne sera pas autre chose qu'un long et confus échange de points de vue, sans sanction pratique. La Conférence des Internationales risque de lui ressembler. Peut-être eût-elle été possible plus tard et dans une atmosphère plus favorable, si, à tort ou à raison, nous n'avions donné l'impression qu'elle s'imposait à nous d'urgence comme une nécessité impérieuse. Il est curieux d'observer, en effet, qu'à cette réunion générale, ce ne sont point, jusqu'ici les communistes, mais les socialistes « d'union sacrée » qui posent des conditions singulier renversement des rôles sur lequel nous pouvons méditer utilement.

La discussion reviendra lorsque nous serons connus les résultats des délibérations du Comité Exécutif élargi qui siège en ce moment à Moscou. Avant de terminer, nous voulons cependant indiquer au Parti que son opposition au front unique serait vaine et stérile s'il ne se préoccupait de réaliser par d'autres

moyens l'idée fondamentale dont l'Internationale a tiré une application si difficilement acceptable.

Le troisième Congrès mondial nous a demandé « d'aller aux masses ». L'Exécutif nous invite de le faire en négociant avec les chefs. Nous ne le voulons point. Il faut cependant aller aux masses. Comment ? Telle est la question que nous avons à poser et à résoudre.

Dans le *Communiste de Normandie*, un de nos meilleurs militants l'a examinée avec une intelligence audacieuse et cependant avertie. Il constate, comme nous, « la nécessité d'unir tous les prolétaires pour résister au capitalisme agresseur ». Comme nous, il se refuse à l'entente avec les chefs. Il ne croit cependant pas tomber, pour autant, dans une contradiction irréductible. Il pose en fait que le Parti Communiste doit devenir de plus en plus un parti de lutte économique. Pour cela, il nous demande « de descendre des hauteurs azurées, de cesser de faire le guet sur la colline pour contempler et décrire les réalisations russes ou les horizons radieux de l'avenir ». Il nous demande « de descendre dans la plaine où le prolétariat souffre et combat ». « Choisir des mots d'ordre d'action qui aient de l'écho dans les masses, les étudier soigneusement avant de les lancer, engager la lutte avec eux », voilà les conditions auxquelles nos sections seront « des animatrices et débordront considérablement leurs cadres ». Devant ces actions, les chefs réformistes devront prendre position. « S'ils résistent, ils seront pétrifiés par leurs troupes en marche. S'ils acceptent et s'ils avancent, ce sera à notre remorque et non à nos côtés. Dans les deux cas, l'unité à la base sera faite, mais sans aucun compromis, sans aucune tractation ».

Notre camarade estime donc, que le Parti « souffre d'ankylose » ; que l'action politique écœure les masses ouvrières » et décourage les militants ; qu'il faut nous donner tout entiers à « l'action économique » et à « l'agitation révolutionnaire ». Chaque question sociale, selon lui, peut être la source d'une action utile, si nous savons créer les formes de groupements et de lutte nécessaires.

Le Parti n'a, par conséquent, pas le droit d'adopter à l'occasion d'un problème économique, « une politique de silence ». S'il est décidé sur ce point à rompre avec toute une tradition, un champ à peu près illimité s'ouvre devant lui. Comme notre camarade de Normandie, nous pensons qu'il est urgent de le faire et nous aurons ultérieurement à rechercher par quels moyens il est possible d'y parvenir.

L.-O. FROSSARD.

La Semaine Internationale

L'Entrevue de Boulogne

Deux ministres se sont rencontrés à Boulogne... Ils ont parlé ensemble quelques heures puis ils se sont séparés. Et la presse gouvernementale d'Angleterre et de France a déclaré le lendemain que tout allait bien.

Le *Daily Chronicle* a célébré la victoire de M. Lloyd George qui avait fait accepter ses vues à M. Poincaré.

Le *Temps* a chanté le succès de M. Poincaré qui avait converti M. Lloyd George.

La grande presse des deux pays a suivi chacune l'organe officieux.

Quelques journaux d'opposition bourgeoise ont pris, il est vrai, l'attitude contraire. En France ils ont dit : « M. Lloyd George a fait céder M. Poincaré ». En Angleterre ils écrivent : « M. Poincaré a eu raison de M. Lloyd George ».

Des deux côtés du Déroit le public qui se contente de lire la presse capitaliste a vraiment du mérite s'il comprend ce qu'a été la Conférence de Boulogne. Les journalistes qui sont chargés d'observer pour lui les événements, les grossissent, les amoindrissent, les travestissent pour les plier aux intérêts de la faction qu'ils représentent.

Ils ne disposent pas de la position et de la méthode d'impartialité que donne le communisme quand il s'agit de distinguer les phases de la lutte entre les impérialismes rivaux.

L'Opposition Fondamentale

Essayons donc de voir clair et de savoir s'il s'est passé quelque chose et quelle est l'importance du fait.

Pour commencer nous avons la certitude que les journalistes anglais et français qui prétendent que désormais le gouvernement de Londres et celui de Paris vont marcher la main dans la main comme aux « beaux jours » de la guerre se moquent de leurs lecteurs.

De 1914 à 1918, la France et l'Angleterre étaient coalisées par la lutte commune contre l'Allemagne. En 1922, l'Allemagne n'est plus la rivale de personne, les capitalistes de Londres et ceux de Paris ont retrouvé toutes leurs oppositions.

Il y a une antinomie fondamentale entre leurs conceptions de l'après-guerre. Le marchand et l'industriel anglais portent dans la politique les modes de pensée du haut commerce et de la grande industrie.

La guerre a été pour eux une affaire. Elle a donné certains bénéfices, elle a causé quelques pertes.

Les unes et les autres ont été portées sur la comptabilité et l'affaire étant finie on passe aux suivantes sans s'hypnotiser sur les avantages ou les dommages de la précédente.

L'affaire actuelle pour les marchands anglais c'est de trouver des acheteurs. Pour cela il faut rétablir des échanges économiques intenses, pour cela il faut reconstruire l'Europe. Evidemment cette reconstruction est elle-même une affaire d'ordre capitaliste. Elle a toutes les chances de n'être qu'un replâtrage mais les hommes d'affaires ont assez souvent l'habitude, dans les périodes difficiles, de ne considérer que ce qu'ils appellent « l'exercice en cours ». Bouclons les six premiers mois de l'année, bouclons l'année et après nous verrons bien.

En France cette tournure d'esprit a quelques représentants et en la personne de M. Loucheur ils avaient voix prépondérante dans le ministère précédent.

Mais la force qui a poussé M. Poincaré au pouvoir est issue de ce qui est la part caractéristique du capitalisme français. M. Poincaré représente la petite bourgeoisie française, économiste et militariste. Il représente cette masse de petits commerçants, petits industriels, fonctionnaires qui avant la guerre plaçaient leurs économies dans les emprunts étrangers et depuis la guerre les ont mis dans les Bons de la Défense Nationale.

Ces gens ne se soucient pas tant de la reprise des affaires, ni des compensations que le haut commerce trouverait dans un renouveau d'activité que de la sécurité de leurs placements et du paiement de leurs coupons.

Leurs placements d'avant-guerre ont terriblement souffert : titres autrichiens, titres bulgares et autres ont abandonné irrésistiblement leur taux d'émission en s'approchant de zéro. La Révolution russe a refusé longtemps de reconnaître les emprunts contractés par le tsar et cela a ramené les titres à un prix qui permet aux grandes banques françaises de risquer aujourd'hui une magnifique spéculation en rachetant à 16 francs des valeurs qu'on espère compter 100 francs aux Soviets.

Les placements de guerre et d'après-guerre de la petite bourgeoisie française, les emprunts et les bons de la Défense Nationale sont un danger si l'Allemagne ne paie pas. Un an ou deux comme l'année qui vient de s'écouler et la bourgeoisie française perdra ce qu'elle a mis sur sa République.

Aussi, le seul mot d'ordre que M. Poincaré puisse recevoir de ceux qui l'ont poussé au pouvoir c'est : « Faites payer l'Allemagne et la Russie jusqu'au dernier sou ».

Ne dites pas au petit bourgeois français que c'est là une impossibilité. Il vous répondra :

« J'ai ma glorieuse armée » ! Et pour une nouvelle guerre il mettra à nouveau ses économies en Bons à 7 ou 8 %.

Entre cette conception de la finance équilibrée par la guerre ou par les conséquences de la guerre et le plan anglais de trafic mondial, M. Poincaré et M. Lloyd George n'ont certainement pas trouvé en trois heures une formule d'entente.

Les Questions d'Outre-mer

On n'ose pas dire qu'ils se sont mis d'accord sur le problème de Tanger, il est trop avéré que l'Angleterre refusera, tant qu'elle saura dire non, de voir la France installée dans le détroit de Gibraltar, ayant la possibilité de couper avec quelques sous-marins la route impériale de l'Égypte et des Indes.

L'accord se serait-il fait sur le proche Orient ? Evidemment non puisqu'il est question d'une conférence spéciale. Il est vrai que M. Poincaré fait actuellement donner une certaine presse pour préparer la rupture du dernier traité franco-turc, mais pour « être d'accord » sur les problèmes d'Asie Mineure avec M. Lloyd George il lui faudra apporter à la politique anglaise un appui qui peut aller jusqu'à l'expédition militaire. L'osera-t-il et le pourra-t-il ? A ce moment-là, auraient leur mot à dire d'autres éléments que ceux qui combattent avec la plume, la Turquie irréductible d'Angora.

Les Sous-marins et le Désarmement

Le problème des sous-marins posé mais non résolu à Washington subsiste. La limitation des armements terrestres est pour l'Angleterre une question à résoudre et dans un sens qui va à l'encontre de tout ce que représente M. Poincaré. Là encore l'opposition franco-anglaise persiste. On peut la voiler, on peut momentanément oublier d'y penser, on ne peut pas la détruire.

Si donc sur toutes ces questions M. Lloyd George et M. Poincaré n'ont pas trouvé, n'ont pas pu trouver un moyen de rapprochement que reste-t-il de leur accord ?

La Russie des Soviets

M. Poincaré voulait que la Russie ne fût admise à Gênes qu'à certaines conditions, d'ailleurs inacceptables.

Il a dû céder sur ce point.

Les délégués russes pourront s'asseoir à la table de la Conférence sans avoir pris aucun engagement.

M. Lloyd George a, il est vrai, fait une concession, et elle risque de rendre stérile le débat de Gênes. La France ne se trouvera pas liée par la décision de l'assemblée relative aux Soviets. Si toutes les autres puissances alliées déclarent que les conditions proposées par la Russie sont acceptables, si elles reconnaissent le gouvernement des Soviets la France pourra se maintenir dans l'isolement et se soumettre aux suggestions de Savinkov.

Si la France avait un gouvernement bourgeois à peu près raisonnable on pourrait admettre qu'elle reculerait devant l'hypothèse d'un pareil isolement, mais sous le règne de M. Poincaré tout est à craindre. La Roumanie et la Finlande s'associeraient volontiers à une politique de violence.

Le ministre français voulait reculer la Conférence de trois mois, il n'en a obtenu qu'un. Le délai est court mais suffisant. Avril c'est déjà le printemps, les canons peuvent rouler sur le sol de l'Ukraine et la Conférence de Gênes peut s'ouvrir avec la nouvelle d'une offensive roumaine.

Et si l'on écarte cette hypothèse, si l'on admet que la folie guerrière ne triomphera pas complètement au Quai d'Orsay on peut toujours craindre qu'escorté de ses vassaux de la Petite Entente M. Poincaré n'entraîne la Conférence de Gênes dans une série de chicanes qui rendront impossible l'entrée de la Russie dans la vie économique de l'Europe.

L'Allemagne

M. Poincaré a obtenu aussi qu'on ne parlerait pas des réparations.

Mais si la Conférence de Gênes ne se borne pas à des discours d'inauguration, si elle veut tenter de reconstruire économiquement l'Europe, si elle veut faire un geste dans ce sens, il lui faudra pour le moins aborder le problème de la stabilisation des changes.

Et comment ne pas toucher aux paiements et aux prestations de l'Allemagne ?

La Conférence de Gênes a pour but, nous l'avons dit souvent, le rétablissement d'un équilibre impossible. Il n'appartient pas à un concile de ce genre de refaire l'ordre du monde que la guerre a détruit.

Mais l'échec de la reconstruction capitaliste peut s'affirmer de deux manières différentes.

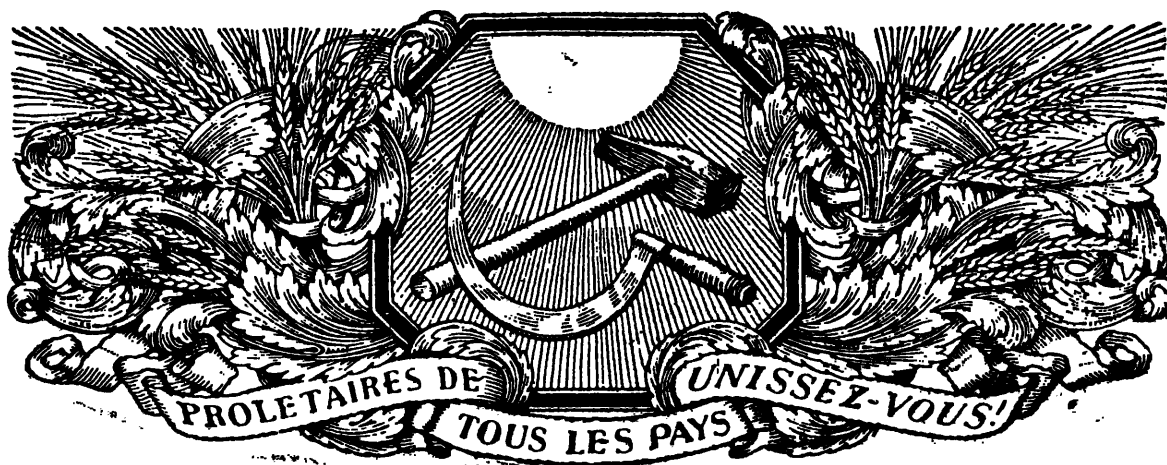
Où les gouvernements capitalistes s'entendront pour faire le plus grand effort possible et au bout de quelques mois les peuples s'apercevront que cet effort n'a réussi qu'à augmenter leur fardeau.

Où la mauvaise volonté d'un participant ne permettra même pas aux puissances réunies de faire un essai de reconstruction et l'échec de la Conférence s'affirmera dans les premiers jours.

S'il ne tient qu'à M. Poincaré c'est la deuxième hypothèse qui se réalisera. Et somme toute le communisme n'y perdra rien.

Robert PELLETIER.

**Secourons nos Frères
de Russie**



L'Art dans la Russie des Soviets

En parlant de l'Art dans la Russie d'aujourd'hui, il faut se garder de tomber dans un travers commun à beaucoup de partisans et d'adversaires du régime des Soviets et éviter un état d'esprit trop fréquent aujourd'hui, comme dans toutes les époques très agitées : la tendance à attendre des choses miraculeuses, la croyance au miracle, non tel qu'on le concevait encore au Moyen Âge, sous une forme enfantine, sous un aspect direct et matériel, mais, conformément au caractère de notre époque savante — ou qui s'estime telle — sous une forme plus abstraite, plus morale, plus symbolique.

On croit aujourd'hui à la possibilité de transformations radicales soudaines dans la psychologie de tout un peuple, à la création instantanée, par le seul fait de la révolution, d'une floraison artistique, à la génération spontanée d'œuvres d'art sorties du terrain social violemment remué. Et cet état d'esprit, dis-je, est commun à partisans et adversaires du régime issu de la Révolution russe.

Je lisais, il y a quelque temps, dans le *Flambeau*, revue qui paraît en Belgique, un long article de Boris Sokolov, un anti-bolchevik bien connu, qui prenait argument de l'absence d'un grand renouveau de création artistique en Russie depuis la Révolution d'octobre, pour dénigrer le régime qui en est issu et prouver sa stérilité au point de vue de la culture générale.

Parler de la sorte, c'est montrer qu'on n'a aucune connaissance historique, qu'on n'a jamais réfléchi sur le passé : je ne connais point de grande floraison artistique, contemporaine d'un mouvement violent de transformation sociale. Et pour ne pas aller chercher loin de nous nos exemples, la Révolution française a-t-elle produit immédiatement en art quelque chose de vraiment nouveau, de vraiment puissant, correspondant au grand bouleversement qu'elle opérait ? Nullement. On était alors en admiration devant l'art classique, renouvelé des Grecs et des Romains, on en imitait non seulement la forme, mais même les sujets et les mythes, et l'on adaptait le tout tant bien que mal aux idées du jour : on faisait des fatences républicaines, qui n'avaient ni plus ni

moins de valeur artistique que la plupart des affiches de propagande d'aujourd'hui.

Le mouvement de renouveau de la littérature et des arts devait se produire à trente ans de distance et être l'œuvre de la génération nouvelle, née après la Révolution, qui en avait pour ainsi dire respiré l'air et absorbé les idées maîtresses dès l'enfance, qui avait grandi au milieu des souvenirs immédiats de ses luttes héroïques et dans l'atmosphère des grands événements qui lui succédèrent : c'est le romantisme qui, en France, répond à la Révolution. Et les forces déchaînées par celle-ci trouvent leur expression artistique en celui-là : c'est au moment où elles ont cessé de travailler activement les masses et de susciter de nouveaux cahots, c'est à un moment d'accalmie dans les événements qu'elles développent, dans le domaine de l'esprit, tout leur dynamisme.

Et si vous songez à d'autres grandes transformations sociales, comme la formation des communes au Moyen Âge, vous verrez que là aussi l'épanouissement d'art qui y correspond a succédé, à une certaine distance, à l'événement politique et qu'ils s'est prolongé bien au delà de la période ascendante du développement économique.

En ce qui concerne particulièrement une société communiste, comme était la commune du Moyen Âge, ou comme serait la société à laquelle vise la Révolution russe, il y a en plus une cause matérielle à l'impossibilité d'une éclosion immédiate d'un art nouveau : c'est que, dans toute société communiste, l'art prédominant est nécessairement l'architecture, comme expression immédiate et directement sensible de la vie commune, l'architecture autour de laquelle la sculpture et la peinture viennent se ranger, complétant l'impression d'ensemble. Et les grands travaux d'architecture ne peuvent se réaliser que dans des périodes de calme relatif, où les richesses de la communauté sont suffisantes et les bras disponibles assez nombreux pour élever les monuments.

Ma tâche sera donc limitée par les circonstances mêmes, et voulant parler de l'art actuel dans la Russie des Soviets, je devrai considérer surtout la double action possible actuellement : la conser-

vation des monuments d'art existant, l'effort d'éducation et de préparation pour la création d'œuvres nouvelles ; conservation du passé — préparation de l'avenir, en ces deux mots se résument les tâches qui s'imposent aujourd'hui aux dirigeants de la Révolution russe.

Je traiterai successivement ces deux points.

I

En voyageant en Russie, on est frappé par le fait que la Révolution ait si peu détruit, même dans les endroits qui en ont été le centre ; les traces des balles des mitrailleuses sur les façades des monuments ou sur celles des maisons qui ont servi d'abri à l'une ou l'autre des factions adverses ; quelques maisons brûlées, en très petit nombre, beaucoup plus petit que celui des maisons qui se détériorent et s'écroulent par suite de la misère économique du pays, bloqué et dans l'impossibilité de faire les réparations nécessaires, indispensables même, quand il s'agit d'une ville bâtie sur un terrain marécageux comme Pétersbourg.

Mais rien de comparable où que ce soit aux destructions produites par la guerre, rien qui ressemble, même de loin, à Reims ou à Arras.

La seule ville où il y ait des monuments d'art sérieusement endommagés, c'est Iaroslavl, et encore est-ce le fait non de la révolution, mais des contre-révolutionnaires soudoyés par les gouvernements de l'Entente, dont les représentants officiels complotaient tranquillement, sous le couvert de l'immunité diplomatique, prêts à affamer le peuple russe dans l'espoir de renverser le gouvernement des Soviets, ainsi qu'il résulte des faits précis apportés par René Marchand.

Les tendances iconoclastes qui existaient à la Révolution française ne se rencontrent pas dans la Révolution russe : ici, rien de semblable à la destruction des statues de personnages de l'Ancien Testament, des galeries de Notre-Dame-de-Paris, statues que l'on prenait pour celles des rois de France. On a bien arraché de-ci de-là des emblèmes du régime tsariste, mais Lounatcharsky, le commissaire du peuple à l'Instruction publique, est parvenu à faire respecter ceux qui avaient un caractère historique ou artistique, et les doubles aigles de l'Empire russe dominant encore le Kremlin.

On a détruit quelques statues modernes de généraux russes particulièrement hais comme représentants du régime tsariste d'oppression intérieure, mais aucune n'avait de valeur artistique réelle. Les effigies peintes ou sculptées des anciens dominateurs ont été sauvées, dès qu'elles avaient un mérite esthétique, et les pertes sous ce rapport sont insignifiantes.

C'est ce que reconnaissent les adversaires mêmes du régime. Lisez à ce propos le curieux livre de Polovtsoff : *Les trésors d'art en Russie sous le régime bolcheviste*, un ennemi acharné des bolcheviks, comme le prouve cette phrase de son livre où, décrivant l'étonnement qu'il ressentit en constatant le goût parfait dont faisait preuve Lounatcharsky, lors d'une visite à l'ancien palais impérial de Pavlovsk, il s'écrie : « Je n'ai jamais compris qu'un homme de discernement aussi fin et d'une culture esthétique aussi développée, pût de son plein gré être devenu membre de la troupe d'orange-outangs sauvages qui avaient usurpé le pouvoir et en abusaient pour détruire tout ce qui rend la vie acceptable ».

Polovtsoff est resté environ un an en Russie

après la révolution d'octobre 1917, et il s'est occupé surtout de la conservation des palais impériaux des environs de Pétersbourg et particulièrement de Pavlovsk. C'est un témoin partial, mais non malhonnête. Or, il résulte des faits qu'il a observés directement, et qu'il relate avec précision, qu'il a toujours trouvé l'aide qu'il sollicitait de la part des autorités, et que ses démarches auprès des bolcheviks, supérieurs comme subalternes, finissaient toujours par être couronnées de succès. « Ils se rendaient compte, écrit lui-même l'auteur, que mon travail était fondé sur une idée abstraite, devant laquelle ils s'inclinaient. » Eût-il trouvé sous d'autres régimes autant d'employés supérieurs ou subalternes disposés à s'incliner devant une idée abstraite ? J'en doute.

Donc, non seulement on ne détruit ni ne pille les anciens palais et résidences estivales tsaristes des environs de Pétrograd, mais on encourage et favorise le travail d'inventaire des mobiliers et collections, et l'on fait de ces palais des musées que l'on ouvre au public dès juin 1918. Avant de quitter notre auteur, empruntons-lui encore le récit des impressions que lui ont laissées ces premières visites et qui caractérise si bien le côté sérieux et recueilli du peuple russe (pages 273-274) :

« En juin 1918, nous ouvrimus au public les châteaux de Tsarskoé-Sélo, de Pavlovsk, de Gatchina et de Peterhof deux ou trois jours par semaine, et la foule accourut innombrable. A Tsarskoé, il venait le dimanche plus de mille personnes, et pour préserver les parquets, Loukowsky fit faire, avec des morceaux de vieille moquette, des pantoufles qui pouvaient être attachées sur n'importe quelles chaussures. Nous craignons que les soldats ne consentiraient jamais à s'affubler de ces pantoufles, mais nous nous trompons. Lorsqu'une fois un homme voulut regimber, tous ceux qui formaient le groupe auquel le guide allait ouvrir les portes déclarèrent qu'ils n'entreraient pas avant que cet individu se fût soumis à la règle. A Pavlovsk, j'avais dressé un certain nombre de cicerones, mais comme ils étaient parfois débordés, je venais les jours de fête les aider dans leur travail. Il fallait rappeler au public qu'il devait s'abstenir de toucher les objets et les meubles ; mais s'il y manquait, ce n'était que par inadvertance, et je n'ai jamais rencontré de mauvaise volonté consciente. Durant tout l'été, il n'y eut qu'un cas dans un de ces palais où il fallut expulser un visiteur, et quoique nous entendions souvent des exclamations dans le genre de : « Voilà comment ils vivaient ! » ou : « Je comprends qu'on puisse se la couler douce dans des appartements pareils ! », j'ai été surtout frappé par le nombre de questions intelligentes qui me furent adressées et par le désir d'apprendre que j'ai vu chez beaucoup de gens. Des congrès d'instituteurs, des cours d'histoire de l'art, des associations diverses organisaient des excursions dans les palais ; mais c'était toujours par arrangement préalable que nous nous préparions à recevoir ces flots de visiteurs, et j'ai été à plusieurs reprises vivement touché en recevant des lettres de personnes dont j'avais oublié les noms, qui me demandaient un renseignement en se référant aux explications que je leur avais données dans les salons de Pavlovsk. »

Un autre trait qui distingue la Révolution russe de la Révolution française et qui a été un élément de conservation des œuvres d'art, c'est l'absence d'un fort courant antireligieux : les révolutionnaires se sont montrés très tolérants vis-à-vis du clergé. Les églises sont restées ouvertes, elles ont gardé tout le luxe ostentatoire qui caractérise le culte orthodoxe ; les prêtres étaient tou-

jours leurs riches oripeaux, et non seulement les œuvres d'art, mais les objets du culte, précieux uniquement par leur matière, sont conservés dans un Etat qui a un si grand besoin de ces matières pour les échanger avec l'extérieur.

Un autre sujet d'étonnement pour moi a été de trouver presque intact le personnel technique des musées. A lire les journaux d'Occident, je m'étais imaginé que l'ensemble des intellectuels, « l'intelligenza » comme on dit en Russie, s'était exilée, ou s'était refusée à collaborer avec le nouveau régime.

Or, en ce qui concerne spécialement les conservateurs de musée et les historiens d'art, il n'en est absolument rien : le principal historien de l'art russe, le peintre Igor Grabar, est là et dirige le Musée Tretyakov, consacré à la peinture russe à Moscou ; le personnel du Musée de l'Ermitage à Pétersbourg est presque au complet : le « maître de cérémonies », comte Tolstoï, qui le dirigeait au temps du tsarisme, a été avantageusement remplacé par le conservateur de la section de céramique et d'orfèvrerie, le jeune et actif Troitskiy, qui ne cesse de se dépenser pour la conservation, l'accroissement, la réorganisation de ce Musée, l'un des plus admirables du monde ; l'Ermitage a fait, de plus, une acquisition heureuse dans la personne du peintre Alexandre Benois, un peintre très connu en Russie, le fondateur de la société Mir Isskousstva (le « monde des Arts »), qui a fait cet été une exposition à Paris et a encore exposé depuis au Salon d'Automne. Alexandre Benois, qui avait toujours été tenu à l'écart sous le régime tsariste, est devenu conservateur en chef de la section de peinture. — Le comte Zouboff, qui avait fondé en 1911 un Institut de l'Histoire de l'Art, est resté à la tête de son Institut socialiste. J'ai vu tous ces érudits et ai eu l'occasion de causer longuement avec eux : j'ai passé avec Zouboff une journée à Pavlovsk dans ce palais et cet admirable parc dont Polovtsov parle longuement ; j'ai visité à plusieurs reprises la galerie de l'Ermitage en compagnie de ses conservateurs. Je puis donc parler en toute connaissance de cause de l'état des musées, des vicissitudes par lesquelles ils ont passé en ces dernières années, de leur organisation actuelle et de la situation des conservateurs.

Pétersbourg étant exposé à une attaque par mer, on avait évacué dès le début de la guerre une partie de ses collections, notamment les objets précieux et une grande partie des antiquités de la Russie méridionale. Sous le régime de Kerensky, on résolut de transporter tout le reste à Moscou. En septembre et octobre 1917, deux trains, emportant plus de 800 caisses, partaient. Un troisième envoi devait achever l'opération, mais n'eut pas lieu à cause de la révolution bolchevique qui se produisit entre temps.

Il ne reste à l'Ermitage que les sculptures antiques et presque toutes les sculptures modernes, les estampes et les verreries.

A Moscou, où les caisses étaient entassées au Kremlin et dans le Musée historique, sur la place Rouge qui lui est contiguë, les chefs-d'œuvre furent exposés à de grands dangers pendant la révolution de novembre, au milieu des combats et des bombardements qui sévirent précisément en ces endroits, mais heureusement rien ne fut endommagé.

Plus tard, les collections de l'Ermitage, enfermées à Moscou, coururent un autre risque : celui d'être partagées entre différentes villes de Russie : dans certains cercles, qui avaient une forte in-

fluence sur la Commission des Musées et Monuments, près le Commissariat de l'Instruction Publique, dominait l'idée de la décentralisation dans le but de créer un grand nombre de centres de culture.

On disait, non sans raison, que la prédominance accordée à Pétersbourg comme centre intellectuel, était tout artificielle. Création de la volonté d'un autocrate épris de civilisation occidentale, cette ville avait usurpé la place de Moscou, la capitale traditionnelle, et les tsars qui avaient succédé à Pierre le Grand s'étaient efforcés d'y accumuler tous les trésors d'art que les richesses produites par l'exploitation du peuple leur permettaient d'acquérir. Mais en 1905 Pétersbourg s'étant révoltée ville révolutionnaire, la Cour l'avait abandonnée, ne se trouvant plus en sécurité dans cette cité qui se modernisait et où l'élément industriel commençait à prendre une grande importance, et elle était allée habiter, l'été, les palais des environs, l'hiver, les bords de la mer Noire.

Aussi y avait-il dès lors un fort courant en faveur du retour du gouvernement central à Moscou, et sous ce rapport les bolcheviks n'ont fait que réaliser des aspirations qui n'avaient rien de révolutionnaire.

Mais Moscou capitale devait viser à avoir des institutions de culture et spécialement des musées plus complets que ceux qu'elle possède, surtout en ce qui concerne l'art européen jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, car la galerie de peinture Roumantzief est à cet égard très insuffisante.

De plus, les bolcheviks tendent, comme je l'ai indiqué, à multiplier les centres de culture et à faire des musées, avant tout, des établissements d'instruction et d'éducation populaires. Chez les conservateurs de musée, au contraire, le concept de conservation des œuvres d'art et d'études spécialisées, faites par des connaisseurs et des techniciens, prédomine : de là, chez eux, une tendance à l'accumulation des œuvres en un même endroit, à leur immobilisation dans le lieu où elles se trouvent traditionnellement. A cela s'ajoute chez un grand nombre d'entre eux, en Russie, comme on le voit clairement par le livre de Polovtsov, un certain attachement aux souvenirs historiques que rappellent ces collections, au régime sous lequel elles se sont formées, aux princes qui les ont réunies.

De là deux points de vue nettement opposés et une lutte entre les conservateurs, élevés sous l'ancien régime, et le nouveau pouvoir central.

Dans l'occurrence, la victoire resta aux conservateurs de l'Ermitage, plutôt pour des raisons matérielles que pour des raisons spirituelles : on n'avait pas de local suffisant à Moscou, non plus que dans les grandes villes de province ; il aurait fallu en construire et dans la pénurie actuelle de matériaux et de vivres, au milieu des préoccupations politiques de la défense du régime, attaqué de toutes parts, ce n'était pas possible. Il fut donc décidé que les collections de l'Ermitage réintégreraient leur domicile traditionnel, dès que Pétersbourg ne serait plus menacé par les bandes armées par la contre-révolution.

L'opération du transfert fut exécutée rapidement, grâce à l'intervention du Commissariat de la Guerre : en deux jours, du 15 au 17 novembre 1920, toutes les caisses étaient chargées sur les trains spéciaux, qui le lendemain arrivaient à Pétersbourg ; le 19 au matin, l'Ermitage était rentré en possession de ses trésors et dès le 28, la salle des Rembrandt était ouverte au public ; pour le nouvel an, la galerie des tableaux était tout entière rétablie en son ancien état et depuis,

elle a été régulièrement ouverte au public le jeudi et le dimanche.

On voit par là ce que valent les légendes sur le vandalisme bolchevique et sur l'usage qui aurait été fait des toiles de Rembrandt.

Quant à la situation du personnel scientifique des musées vis-à-vis du pouvoir central, elle s'est certainement améliorée par le changement de régime : sous le tsarisme la dépendance était plus étroite et l'on était soumis davantage à l'arbitraire du pouvoir central. Il y a maintenant à l'Ermitage un conseil de direction comprenant tous les conservateurs, des membres de l'académie, des professeurs, conseil qui désigne par voie d'élection les nouveaux conservateurs ou adjoints, fait les permutations, bref, régit lui-même les affaires intérieures. Les conservateurs jouissent d'une grande indépendance, chacun dans sa section, et ils ne dépendent qu'administrativement du directeur.

Dès le début, les conservateurs marquèrent très ostensiblement leur intention de ne pas se mêler de politique, mais de rester indépendants quant aux affaires techniques de leur ressort. La spéculation que firent certains artistes après la Révolution, comme nous le verrons par la suite, sur la confusion entre les noms analogues désignant des tendances politiques et des tendances esthétiques, pour se faire accorder officiellement une influence prépondérante, amena, au début, des conflits avec les conservateurs de l'Ermitage, qui tinrent bon et ne laissèrent point cubistes, futuristes ou suprématistes s'installer en maîtres dans un musée destiné surtout aux œuvres de l'art ancien (bien qu'il soit devenu accessible maintenant aux œuvres du XIX^{me} siècle qui en étaient exclues naguère).

La socialisation des grandes propriétés privées, la mainmise de l'État sur les collections particulières les plus importantes et sur tous les palais, résidences et parcs impériaux, a augmenté considérablement le nombre et l'ampleur des musées publics : l'Ermitage s'est agrandi de deux kilomètres de salles empruntées au Palais d'Hiver, ce qui lui permettra d'exposer beaucoup mieux ses collections, qui se sont enrichies de pièces nouvelles, prises notamment dans les palais impériaux, où beaucoup d'œuvres étaient comme ensevelies, et dans les collections particulières. Mais, en général, on a maintenu les grandes collections privées, formant un ensemble caractéristique, dans leur état antérieur. C'est ainsi que les palais Youssouppoff et Stroganoff, à Pétersbourg, ont gardé dans le cadre de leur architecture du XVIII^{me} siècle presque tous les tableaux qui leur appartenaient et qui faisaient partie intégrante de leur décoration.

De même, les collections toutes modernes formées par les grands industriels de Moscou, Morosoff et Chlchoukine, sont restées intactes, et l'on peut toujours voir les Maurice Denis et les Matisse à la place qui leur était destinée dès l'abord.

Moscou possède ainsi deux véritables grands musées de peinture moderne française, de Matisse à Picasso et aux cubistes, qui n'ont pas leur équivalent à Paris, et c'est à Moscou qu'il faut aller maintenant pour apprécier pleinement l'œuvre de Gauguin.

Les propriétaires de collections qui sont restés en Russie n'ont pas été chassés de chez eux : ils sont demeurés comme conservateurs de leur collection, à condition de l'ouvrir régulièrement

au public et on ne leur a réduit que le nombre des chambres d'habitation. C'est ce qu'a raconté Morosoff lui-même dans une interview publiée jadis par Félix Fénéon dans le *Bulletin de la Vie artistique*, édité par la galerie Bernheim, à Paris.

Les musées tendent à devenir des centres d'éducation artistique, reliés à l'organisation de la culture prolétarienne, dont il sera question plus loin : on y fait des cours et des conférences ; les conservateurs et adjoints y guident des ouvriers, des écoliers.

Tout cela est encore nécessairement rudimentaire : professeurs et guides sont, pour la plupart, des gens de l'ancien régime, qui songent plus à entretenir de vieux souvenirs qu'à développer largement, en vue des tâches présentes et futures, l'âme de leurs auditeurs. La camarade Nathalia Trotsky, qui s'occupe spécialement de ce département et avec laquelle j'ai eu une longue conversation à ce sujet, se rend parfaitement compte de la nécessité d'éduquer un personnel nouveau qui, tout en ayant toutes les connaissances techniques indispensables, ait une autre mentalité et ne parle pas au peuple, avec nostalgie, de l'éclat emprunté du régime déchu, mais fasse ressortir toute la valeur humaine des œuvres d'art et intéresse le public à l'artiste créateur et aux sources mêmes de son inspiration puisée dans la vie ambiante et dans l'âme même du peuple.

La camarade Trotsky, qui est pénétrée de cet esprit nouveau, se heurte souvent à la résistance et à l'incompréhension des « spécialistes » en cette matière. Ici, comme en toutes choses, l'œuvre de création révolutionnaire ne peut être accomplie en un jour, ni être le résultat d'une brusque secousse.

La bonne volonté du public ne fera point défaut : dans son désir de s'instruire et de se développer, il répond avec enthousiasme à toute tentative faite en ce sens. Bien que la population ait diminué de plus de moitié à Pétersbourg et que l'Ermitage ne soit encore ouvert que deux jours par semaine (au lieu de six jours avant la guerre), le nombre des visiteurs est de 10.000 par mois, alors qu'il était de 18.000 environ avant la guerre, — c'est-à-dire qu'il a relativement augmenté dans des proportions considérables.

Malgré les difficultés économiques, la misère, la diminution de vitalité qu'une nutrition plus qu'insuffisante détermine nécessairement, le peuple russe est avide d'apprendre, de connaître, d'acquiescer, dans le domaine spirituel, des biens dont il a été trop longtemps privé.

Jacques MESNIL.

(A suivre.)

VIENT DE PARAÎTRE :

Fernand LORiot

Un an après Tours

Une brochure 0 40

Les 25 exemplaires.....	8 fr.
Les 50 —	15 fr.
Les 100 —	25 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité.

L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

Le système capitaliste se trouve en ce moment dans une crise, qui révèle aux yeux de tous combien il est absurde. Ce système était fondé sur la conception d'une stabilité relative du pouvoir d'achat de l'argent. Quand vous receviez cent francs, cette somme représentait pour vous une certaine quantité de marchandises que vous pouviez acquérir. Il n'était pas même nécessaire que vous eussiez une idée concrète de ce que vous vouliez faire de la somme que vous aviez reçue. Il vous suffisait de savoir en général que vous aviez telle possibilité d'achat. Or, la guerre a détruit toute stabilité financière, de sorte que les cent francs que vous avez reçus aujourd'hui, ne sont plus cent francs demain, mais tantôt cinquante francs, tantôt deux cents francs, autrement dit l'équivalent en marchandises que vous pouvez obtenir pour cette somme a doublé ou diminué de moitié.

Ces changements se font sentir aujourd'hui, surtout dans les pays où le change varie perpétuellement, tels que l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne, la Hongrie, etc. Parmi les nombreux inconvénients qu'entraîne cet état de choses, il faut compter l'impossibilité absolue dans laquelle on se trouve de fixer les salaires fût-ce même par des contrats conclus pour une très courte durée. En effet, si à une date déterminée, un salaire de 4 francs paraît suffisant à un ouvrier pour le nourrir lui et sa famille, quelques jours plus tard, l'augmentation du coût de la vie vient détruire tout son calcul. Et le voilà forcé d'entrer en pourparlers avec son patron qui, la plupart du temps, ne se montrera guère accommodant. De là naîtront des conflits perpétuels.

Ces conflits entre patrons et ouvriers ont un caractère tout particulier. Si l'ouvrier demande une augmentation de salaires, parce que le prix des vivres a augmenté, il ne demande pas plus de bien-être, mais seulement le maintien du niveau de vie qu'il a atteint. Au fond, dans l'état d'aujourd'hui, la somme qui lui a été accordée comme salaire, représente une valeur tout à fait fictive. Ce qui lui importe, ce n'est pas d'avoir un certain nombre de billets de banque, sur lesquels est inscrit tel chiffre, mais un ensemble de marchandises dont il a besoin. Il est donc en droit d'arguer du renchérissement de la vie à une augmentation équivalente de son salaire. Puisque le salaire que vous m'avez accordé n'est en ce moment en réalité que la moitié de ce qui a été convenu entre nous, dira-t-il au patron, peu m'importe que le montant de la somme inscrite sur le billet de banque soit resté le même, vous devez me donner l'équivalent de ce que j'étais ; et si le prix des vivres a doublé, vous devez, sans plus, doubler mon salaire.

De là est née l'idée de ce qu'on appelle en Allemagne la « gleitende Lohnskala », c'est-à-dire d'une échelle mobile des salaires d'après laquelle les salaires augmentent ou diminueront automatiquement selon le prix des vivres. On dresserait donc périodiquement des tableaux du prix des vivres d'après lesquels on établirait le taux des salaires.

Cette idée paraît d'abord tout à fait logique. Il est

vrai qu'on pourrait se demander d'après quel principe évaluer le coût de la vie. En effet, il n'est pas aussi facile que cela pourrait paraître d'abord, de trouver des méthodes pour fixer exactement ce que coûte la vie. Il arrivera souvent que le prix de certaines marchandises augmente, tandis que cela n'est pas le cas pour d'autres, ou bien les marchandises auront augmenté dans des proportions différentes. Peut-être direz-vous que dans ce cas il n'y a qu'à tirer la moyenne. Mais cela serait tout à fait erroné, car, il peut très bien arriver que les marchandises dont le prix a augmenté, soient précisément celles dont on peut se passer. Ainsi il est beaucoup plus grave évidemment pour un ménage d'ouvrier que ce soit le prix du pain et des pommes de terre qui ait augmenté que celui des fruits ou des primeurs. Il faudrait donc trouver une méthode qui évalue les marchandises selon leur importance. Nous ne pouvons pas entrer ici dans de plus amples détails pour montrer les procédés dont se sont servis les économistes allemands pour établir le coût réel de la vie.

Mais, même en admettant que cette question soit parfaitement résolue, il reste encore bien des difficultés à vaincre. Au fond, ce qui se passe en ce moment en Allemagne, rappelle beaucoup les mesures prises en France sous l'ancien régime pour remédier à la fluctuation du prix du blé et qui, d'ailleurs, furent reprises pendant la guerre. On sait que ces mesures pendant la révolution donnèrent lieu à d'après-pensées et ne purent, sous l'ancien régime, remédier aux disettes périodiques. C'était en quelque sorte la méthode inverse de celle qu'on veut suivre aujourd'hui en Allemagne. On taxait alors le pain et les vivres. Aujourd'hui le prix des vivres est considéré comme l'élément variable, et on cherche à y adapter les salaires.

Une telle tentative d'adaptation aura cependant un double inconvénient. D'après l'échelle mobile des salaires, si le prix des vivres augmente, tous les salaires seront automatiquement augmentés à leur tour. Or, cette augmentation ne pourra se faire que par une émission accrue de billets de banque. Et cette émission aura aussitôt pour conséquence de rendre la situation financière de l'Allemagne plus défavorable, avant tout, dans ses rapports avec l'étranger. C'est donc un cercle vicieux. D'autre part, si le prix des vivres diminuait, une diminution de salaire équivalente n'irait pas sans difficulté. Il est peu probable, en effet, que les ouvriers se laissent faire, car le taux de salaire qu'ils avaient accepté quand le prix des vivres était très élevé, constituait certainement de leur part un sacrifice, et si la situation s'est améliorée entre temps, ils se verraient privés de tous les avantages que comporte cette amélioration, étant donné que leur salaire serait resté proportionnellement toujours le même.

Au fond, si on analyse les choses de plus près, ce qu'on appelle l'échelle mobile des salaires signifie précisément la stabilisation des salaires, ou plutôt du niveau de vie. Autrement dit, il sera admis une fois

pour toutes que les ouvriers ont droit à telle quantité de vivres, de vêtements, etc. S'ils ont la garantie que cette quantité ne peut diminuer, ils ne l'auront acquise qu'en sacrifiant tout espoir que leur situation puisse jamais s'améliorer.

On objectera peut-être que rien n'empêchera les ouvriers de faire des grèves comme par le passé, en vue de revendiquer une amélioration de leur situation. Dans ce cas évidemment l'échelle mobile ne jouerait pas. Mais il est à craindre qu'une fois cette échelle établie, on ne s'habitue peu à peu à considérer toutes

les revendications des ouvriers comme pouvant être décidées par l'autorité, en l'espèce le gouvernement, qui la prendra comme base pour décider si une grève est justifiée ou non. Ainsi ce projet d'adapter périodiquement le montant des salaires au prix des vivres, tout logique qu'il puisse paraître au premier abord, ne constituerait qu'une nouvelle tentative plus subtile et moins apparente que les autres, pour porter atteinte au droit de grève.

Alix GUILLAIN.

Pour les Actions immédiates et partielles

L'extension prise en France par la discussion sur la tactique du front unique a eu l'avantage de mettre en lumière différentes manières de concevoir le rôle d'un Parti Communiste dans la période actuelle.

Il apparaît clairement que la division en adversaires et partisans du front unique est tout à fait insuffisante. En effet, on trouve de grandes divergences parmi les camarades qui semblent appartenir à une même tendance.

C'est ainsi que les conceptions qu'ont du front unique Rappoport, Lorient et Henri Fabre sont loin d'être identiques. Ces trois conceptions ont comme caractère commun de ne rappeler que d'une façon très vagues les thèses élaborées par l'Exécutif de Moscou.

De même, parmi les adversaires du front unique il y a des divergences très graves quant à l'analyse de la situation et à la tactique à suivre.

Ainsi, les camarades des 4^e, 5^e et 13^e sections qui ont adopté une thèse se prononçant contre la tactique du front unique (thèse publiée dans le *Bulletin Communiste* du 2 février) sont loin d'être en accord avec les vues du camarade Soutif exprimées dans l'article : « Arguments sans valeur » (*Internationale* du 22 février).

Le camarade Soutif, en effet, exprime une idée que nous pourrions résumer ainsi : La lutte pour les besoins quotidiens de la classe ouvrière est une chose inutile. Puisque les avantages partiels ne peuvent être arrachés que par la force, si on peut les obtenir, on peut tout aussi bien faire la Révolution et effectuer la prise du pouvoir.

Il est évident que le développement historique est entré dans une période où les contradictions du régime étant à l'apogée, la situation est mûre pour l'instauration d'une société communiste.

Mais ceci ne veut pas dire que la résistance de la bourgeoisie soit brisée et que les masses prolétariennes se rendent compte de leur rôle historique.

Au contraire, nous voyons que les capitalistes tentent un effort suprême pour liquider la guerre mondiale, tout en maintenant le système actuel de la production. Et ils sont en train de déclencher sur une échelle mondiale une offensive générale contre la classe ouvrière.

A l'heure actuelle, ce n'est pas la conquête de nouvelles réformes qui est à l'ordre du jour, mais le maintien des maigres avantages obtenus par le prolétariat après des luttes longues et difficiles.

Si le Parti Communiste se désintéresse de cette lutte, il creuse un précipice entre lui et les masses; il se met en dehors de la classe ouvrière.

Ce n'est qu'en voyant dans le Parti Communiste le champion de ses revendications même quotidiennes, que les masses s'habitueront à le suivre.

En effet, à l'heure actuelle, elles pourraient ne pas suivre le Parti si celui-ci lançait le mot d'ordre de la prise immédiate du pouvoir, dont elles n'aperçoivent pas encore clairement la nécessité.

Mais elles suivront le Parti, si celui-ci engage une campagne énergique pour la sauvegarde de la loi de 8 heures, contre la diminution des salaires, contre l'impôt sur les salaires, contre le chômage, etc.

Pour préparer la Révolution, l'éducation révolutionnaire de la masse est indispensable, mais cette éducation ne peut se faire que dans l'action elle-même; et le rôle du Parti Communiste est de rester dans toute action aux côtés du prolétariat, d'essayer d'élargir cette action et de passer par-dessus les buts qu'elle s'était primitivement fixés.

De cette façon, la masse prendra confiance dans le Parti Communiste et s'en appropriera les mots d'ordre.

D'autre part, ce n'est que grâce à cet entraînement, à ces escarmouches révolutionnaires que la classe ouvrière se rendra apte à affronter la bourgeoisie dans sa bataille finale pour la prise du pouvoir.

Ne pas mener d'actions pour les revendications quotidiennes, c'est faire du révolutionnarisme verbal, c'est se vouer à une impuissance totale, c'est reculer la date de la Révolution et c'est, en fait, repousser toute action qui ne soit pas une action parlementaire.

Et, c'est précisément parce que nous reconnaissons toute la valeur de cette action quotidienne, que nous disons que celle-ci doit se faire sous l'inspiration des communistes du Parti et des Syndicats.

Considérant avant tout une action partielle comme une préparation révolutionnaire de la masse, nous attachons une importance capitale, aux modalités de cette action, à la méthode avec laquelle elle sera menée.

Voulant toujours avoir recours à l'action révolutionnaire des masses, niant l'efficacité des méthodes réformistes, telles que les interventions parlementaires, les pétitions, etc., nous voyons l'impossibilité d'une action ayant à sa tête un cartel de chefs de diverses tendances.

Sachant que les chefs réformistes poignarderaient dans le dos toute action qui prendrait un caractère révolutionnaire, à la tactique du cartel des chefs, qu'on nomme le front unique, nous opposons l'union des masses ouvrières dans les organismes issus de cette masse elle-même : Conseils ouvriers, Conseils d'usines.

C'est à cela que doivent tendre les efforts du Parti Communiste.

J. DURET.

Une nouvelle Période de Prospérité Capitaliste ?

La vie économique est déterminée par toute une série de facteurs parmi lesquels figurent aussi les conditions politiques. On ne peut douter que la conscience de la classe possédante ne soit à présent beaucoup plus développée qu'il y a deux ans ou même un an. On ne peut aussi nier que la crainte inspirée par la Révolution russe ne soit aujourd'hui bien moindre qu'alors et que la bourgeoisie ne considère le communisme comme à peu près vaincu. On ne peut nier davantage que le mouvement ouvrier dans tous les pays ne soit désormais réduit à la défensive contre un patronat enhardi, jaloux de ressaisir le terrain qu'il avait cédé à la révolution et convaincu de sa prochaine victoire. En un mot, le capital a récupéré son assurance d'autrefois. A l'appui de cette assertion, j'indiquerai que le trust de M Thyssen vient de commencer l'exploitation de nouvelles mines en engageant dans l'opération un capital de 1 milliard 800 millions de marks.

Mais quant à la possibilité d'une nouvelle période de prospérité capitaliste, les perspectives sont encore loin d'être claires. La crise économique de 1920-1921 résulta en premier lieu, exception faite des différents degrés de développement des branches d'industrie, de la raréfaction des demandes pour les produits fabriqués chez les populations rurales et dans les pays agricoles. Ces derniers, pendant la guerre, s'étaient prodigieusement enrichis, ce qui leur avait donné le plus grand rôle dans la prospérité économique du lendemain de la guerre.

Nous sommes en état d'illustrer ce procès par les données de la statistique américaine. De 1914 à 1919, pendant la guerre, la valeur totale des produits de l'agriculture s'est élevée, aux Etats-Unis, de 9,9 à 24,96 milliards de dollars, tandis que la valeur nette (déduction faite des matières premières) des produits de l'industrie ne s'élevait que de 9,9 à 20,5 milliards. Il en résulta une extension du marché intérieur, qui fut un facteur de prospérité. Mais en 1920, les produits de l'agriculture baissent, leur valeur tombe à 19,86. A la même époque, celle des produits miniers continue de s'élever de 4,6 à 6,7 (toujours en milliards de dollars. Si la valeur des produits industriels n'accuse pas la même majoration, il n'en est pas moins certain qu'elle dépasse de beaucoup celle des produits agricoles. Alors qu'en 1920, les prix de toutes les marchandises sont supérieurs à ceux de 1919, ceux des produits de l'agriculture baissent de 234 à 218. Le marché intérieur ne peut donc plus absorber toute la production industrielle. D'autre part, les exportations dans les pays agricoles baissent : et les pays industriels de l'Europe, gravement atteints par les conséquences de la guerre, ne peuvent encore acheter les produits de l'industrie étrangère.

Voyons maintenant quelle fut la situation économique en 1921.

Jusqu'à la fin du premier semestre de l'année, les données officielles du ministère du Travail de Washington nous montrent les prix des produits agricoles baissant dans une mesure plus rapide que ceux de toutes les autres marchandises. Au

mois de juin, ils étaient presque tombés au niveau de 1913, qu'ils ne dépassaient plus que de 13 %, alors que l'index global des prix le dépassait encore de 48 %.

Cette situation est restée depuis inchangée. Deux correspondances sérieuses en témoignent. Le 23 décembre, le correspondant new-yorkais de la *Industrie und Handelszeitung* écrivait que les prix des produits agricoles continuent à être inférieurs à ceux des articles manufacturés. Le 8 janvier, le correspondant de la *Frankfurter Zeitung* citait un rapport d'une commission fédérale d'enquête sur l'agriculture, établissant que le dollar du fermier américain a aujourd'hui une capacité d'achat moindre que jamais au cours des trente dernières années. On constate aussi aux Etats-Unis une diminution sensible de la population rurale. Deux causes de restriction du marché intérieur.

Les autres marchés étrangers ont évolué d'une façon, tout à fait analogue. La baisse partout plus rapide des prix des produits agricoles entraîne dans les pays où l'agriculture prédomine et dont, pendant la guerre, les bilans se soldaient presque toujours par un certain actif, des bilans commerciaux désormais passifs. Il en est ainsi d'avantage en 1921 encore qu'en 1920. L'appauvrissement de l'Europe, empêchant les capitaux des pays industriels d'affluer aux pays agraires, le pouvoir d'achat de ceux-ci diminue fortement et le marché extérieur est rétréci d'autant. Nouvelle cause de crise économique.

Y a-t-il, à cet égard, un changement au cours des derniers mois de 1921 ? Les statistiques publiées jusqu'ici ne permettent pas de certitude. Certains pays, comme le Brésil, paraissent avoir amélioré leur bilan commercial. Mais les autres — et il y a lieu d'admettre que ce sont les plus nombreux — ont eu un bilan de plus en plus passif. Ainsi, les Indes accusent, en octobre, 225 millions de roupies d'importation et 172 millions seulement d'exportation ; l'Afrique du Sud, 3,8 millions de livres sterling d'importation, tandis que ses exportations n'atteignent que 1,99 millions. Une autre preuve de la passivité du bilan commercial de ces pays nous est donnée par la dépréciation de leur change. En décembre 1920, on payait, en Angleterre, le peso argentin 53 9/16 pence ; en décembre 1921, on ne le payait plus que 53 3/8. Le milreis brésilien valait, aux mêmes dates, 10 5/8 et 7 9/16 pence. La baisse du change de ce pays reflète l'affaiblissement de leur pouvoir d'achat et signifie la restriction de leurs importations.

D'autre part, nous voyons que, dans les pays industriels, et surtout en Angleterre, par suite de diverses circonstances, les prix des produits de l'agriculture dépassent encore le niveau de ceux des produits de l'industrie. Dans ces pays, c'est la population ouvrière qui constitue le marché intérieur. Si les produits agricoles demeurent chers pendant que les autres baissent, cela signifie que les salaires, au détriment desquels diminuent les prix des articles manufacturés, ont perdu une partie de leur capacité d'achat. Pendant un moment, il n'en fut pas ainsi. Aujourd'hui, les salaires baissent.

sent plus rapidement que les prix des denrées alimentaires et le pouvoir d'achat de la population prolétarienne est diminué d'autant.

Tenons compte aussi de la situation en Europe orientale et centrale, où la baisse du change s'est accentuée.

Le marché financier nous révèle-t-il les symptômes d'un relèvement ? La situation y est telle que le taux privé de l'escompte reste encore très élevé. En 1921, l'escompte de lettres de change à 3 mois d'échéance, en Angleterre, était encore supérieur à 5 %, ce qui est un taux très élevé.

Situation assez singulière. Il semble qu'on obtienne assez facilement des fonds pour une courte durée dans des buts de spéculation, mais qu'il soit extrêmement difficile d'obtenir des capitaux pour les placements nouveaux. Il y a, en réalité, pénurie de capitaux et pléthore de papiers. D'après une statistique de la *Gazette de Francfort* (4 janvier 1922) sur les émissions d'actions nouvelles dans quelques pays importants, celles-ci se chiffrent comme suit :

	Allemagne	Angleterre	Etats-Unis	Hollande
1912..	994	210,9	2.917,7	—
1913..	635	196,5	—	193,9
1920..	7.520	367,5	2.391,2	1.151,4
1921..	19.229	389,0	1.407,5	457,0

(Ces chiffres ne se rapportent, pour l'Amérique, qu'aux dix premiers mois de l'exercice 1921 et pour la Hollande qu'aux 11 premiers mois.)

Les chiffres relatifs à l'Angleterre ne paraissent pas absolument exacts. Du moins les sources anglaises en donnent-elles d'autres. En 1920, suivant le *Statist*, les émissions s'élevèrent à 421 millions de livres. Mais, quoi qu'il en soit, c'est un fait établi que la majeure partie de ces sommes est allée à l'Etat. De 389 millions de livres, 280 représentent des emprunts d'Etat. Quant aux émissions industrielles, elles sont infimes et diminuent encore sensiblement à la fin de 1921 par rapport aux mois de juin et de juillet. Aux Etats-Unis et en Hollande, elles sont de beaucoup inférieures, en 1921, à celles de 1920. Le chiffre élevé des émissions nouvelles de l'Allemagne s'explique suffisamment par la dépréciation du mark. Si on le divise par 25, ce qui correspond à la diminution de valeur du mark, on trouve une somme de beaucoup inférieure à celle de 1910-1913.

Pour ce qui est de la situation réelle de la production, on est à même de constater un certain relèvement de l'industrie textile aux Etats-Unis et une très faible augmentation de la production des fers et aciers aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et en Belgique.

Exprimée en milliers de tonnes, la production des fers bruts et de l'acier de ces quatre pays est de :

	Fers bruts	Aciers
1913	3.067	3.834
1920	4.125	3.616
1921 (1 ^{er} trimestre).....	2.871	2.973
1921 (3 ^e —).....	1.306	1.817
1921 (octobre et novembre).	1.770	2.219

La moyenne de la production de ces quatre pays en octobre et novembre accuse, par conséquent, une augmentation de 463.000 tonnes environ pour les fers bruts et 400.000 tonnes pour les aciers, contre celle du 3^e trimestre. Au cours du 2^e trimestre 1921, la grève des mineurs avait fortement restreint la production anglaise, qui resta très faible au cours du 3^e trimestre. Si elle avait diminué dans les mêmes proportions qu'en Amérique, elle

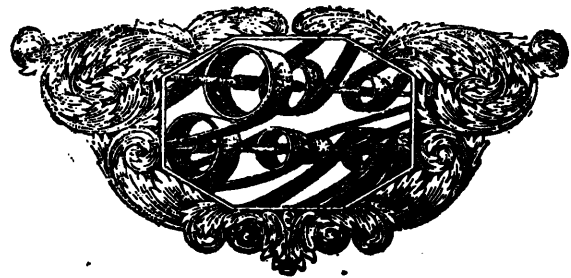
aurait dû rendre 1.245.000 tonnes de plus. C'est donc là le déficit causé par la grève. Au cours des deux mois suivants, l'économie mondiale ne l'avait pas encore comblé. En décembre, la production de l'acier aux Etats-Unis et en Angleterre décroît de nouveau (en Angleterre de 440.000 à 381.000 tonnes). Par contre, la production en fers bruts se relève mieux en Amérique qu'en Grande-Bretagne. On constate une baisse de prix des articles en fer, ce qui dénote le défaut des commandes.

Enfin, il y a lieu de relever que, jusqu'au mois d'octobre, le chiffre des faillites ne cesse de s'élever, même aux Etats-Unis. Postérieurement au mois d'octobre, les données nous manquent.

A notre avis, il résulte de tout cela que la situation économique ne présente pas encore les indices de l'imminence d'une nouvelle période de prospérité capitaliste. Celle-ci nous apparaît comme peu vraisemblable. Les pays de l'Europe orientale et centrale offrent peu de perspectives de relèvement rapide. La situation économique générale des autres pays est encore si mal adaptée aux conditions de l'après-guerre qu'ils ne sont pas en état d'acheter de grandes quantités de marchandises.

Fait caractéristique : en décembre 1921, les exportations de machines de l'Angleterre sont encore loin d'atteindre le niveau de celles de décembre 1920, bien que le total des exportations de 1921 dépasse quelque peu celui de l'année précédente. Il en ressort que les demandes ont diminué à la fin de l'année. Remarquons surtout la forte diminution de l'exportation des machines agricoles, qui ne s'élèvent plus qu'à la moitié de celle de 1920 et au 1/7^e de celle de 1913. Les exportations de machines textiles atteignent presque, il est vrai, les chiffres de 1913, la plupart des machines étant destinées ou à la France, ou aux Indes, au Japon, à la Chine. Ce dernier fait nous permet de dire que l'industrie des pays d'Asie est en voie de développement et continuera de faire à l'industrie européenne et américaine une concurrence énergique.

SPECTATOR.



UNE VIE HUMAINE

POUR 24 FRANCS

Chaque fois que vous versez
24 francs, vous sauvez la vie d'un
affamé russe. — NANSEN.

Cotisez-vous ! Souscrivez !

Chronique Internationale

INDES

La situation politique aux Indes est devenue, pour la bourgeoisie anglaise, tout à fait alarmante. La non-collaboration pacifique des nationalistes hindous à l'égard des Anglais, les émeutes prolétariennes dans différents centres et les soulèvements des paysans ont créé, à l'occasion de la visite du prince de Galles, une effervescence générale.

Depuis la nomination de lord Reading à la vice-royauté des Indes, le gouvernement n'avait pris aucune mesure contre la campagne de non-collaboration dirigée par M. Gandhi. L'arrestation des frères Alli et de cinq autres militants hindous fut le premier coup porté à l'extrémisme anglais. On leur infligea à chacun cinq ans de prison. Contrairement à toute attente, ce verdict ne fut pas suivi de troubles. Les autorités, encouragées, entamèrent une campagne de répression qui atteignit son apogée un mois avant l'arrivée du prince de Galles.

Vers ce moment, le Comité Exécutif du Congrès national des Indes adopta deux résolutions obligatoires pour ses 10 millions d'adhérents. La première leur enjoignait la non-obéissance au gouvernement anglais dans tout le domaine de la vie civile et le refus de payer les impôts. La seconde leur ordonnait de boycotter absolument le prince des Galles. De plus, Gandhi annonça que la prochaine session du Congrès national proclamerait l'autonomie des Indes.

Le 17 novembre, le prince de Galles arrivait à Bombay, solennellement reçu par les autorités anglaises. Mais les journaux publiaient la proclamation du *Hartal*, sorte de grève générale nationale des travailleurs, des commerçants et des transports. Comme dans la plupart des villes où passa ensuite le prince de Galles, le travail cessait, les boutiques se fermaient, la ville entière s'immobilisait. Cette formidable résistance passive n'allait pas sans quelques troubles. Dans plusieurs quartiers de Bombay, le jour de l'arrivée du prince, 83 agents de police furent blessés, tandis que 53 manifestants furent tués, 298 blessés et 341 arrêtés. La foule démolit ou endommagea 160 wagons de tramways et pillà 169 magasins qui n'avaient pas fermé. Pendant plusieurs jours, la ville eut l'aspect d'une ville morte.

Simultanément se produisait à Calcutta un mouvement similaire de 24 heures. « Toute la journée, écrivait le *Times*, la ville se trouva au pouvoir des nationalistes. » Les tanks défilèrent dans les rues. Mais il n'y eut pas de conflit armé, la population s'étant abstenue de sortir. Le soir, la ville fut plongée dans l'obscurité. 500 arrestations avaient été opérées.

Le gouvernement anglais eut peur, multiplia les arrestations, mit en vigueur à Madras, à Bombay, au Bengale et au Pendjab une sorte d'état de siège. Les réunions provinciales du Congrès national devinrent souvent illégales. Ses membres furent arrêtés en masse. Les volontaires du Califat et du congrès, mit hors la loi, furent arrêtés par centaines. A l'exception de Gandhi et du modéré Pandit-Malavi, tous les leaders nationalistes furent je-

tés en prison. Bon nombre d'entre eux ont déjà été condamnés à des peines de prison variant de 6 mois à 2 ans. Il fallait à tout prix empêcher la réunion du Congrès national, fixée au 24 décembre, et qui devait proclamer l'indépendance de l'Inde.

Le président du Congrès M. S. R. Das, le secrétaire Motilal-Nern et presque tous les membres de l'Exécutif, sont actuellement en prison. Mais Gandhi avait écrit : « Le Congrès se réunira à Ahmedabad quoi qu'il en coûte et fussent les Anglais nous dissoudre de force ».

Dans son manifeste au peuple hindou, il disait encore : « Les partisans de la non-collaboration déclarent la guerre au gouvernement anglais. Ce gouvernement, nous l'obligerons à céder à la volonté du peuple. Nous étonnerons l'humanité entière, nous donnerons aux peuples de l'Afrique du Sud et de l'Irlande cet exemple mémorable : nous sommes prêts à verser notre propre sang plutôt que celui de nos ennemis. Nous combattrons ainsi jusqu'à la victoire ».

Et le Congrès s'est ouvert. Il a confirmé la politique de non-collaboration, condamné le recours à la violence, invité les volontaires à ne pas se soustraire aux arrestations. Malgré les interdictions et les répressions, les meetings continuent. Gandhi a reçu du Congrès des pleins pouvoirs absolus. Il a même été autorisé à désigner lui-même un successeur pour le cas d'arrestation. Mais tout accommodement avec le gouvernement anglais doit avoir l'assentiment du congrès. Le leader musulman Chasrat-Mokhami a proposé le recours à tous les moyens pour combattre l'empire britannique. Gandhi a fait repousser cette proposition en faisant valoir que l'unité des diverses classes n'est possible qu'à la condition de l'abstention de toute violence. Gandhi recherche en effet l'union des modérés et des extrémistes, des possédants et des non-possédants sur la plate-forme d'une vague indépendance politique.

Mais les aspirations des masses populaires vont plus loin. La réalisation d'un programme d'indépendance politique qui ne changerait rien à la misère des travailleurs ne satisfera pas ceux-ci. Déjà, les éléments conscients du prolétariat s'orientent vers le mouvement syndical. Seules les mesures de répression viennent de réaliser pour un temps le bloc de toutes les forces nationales et révolutionnaires. Modérés et leaders syndicaux, pour des raisons différentes, réalisent le front uni et demandent à traiter avec le vice-roi. Celui-ci n'y pose qu'une condition : la cessation de l'activité des extrémistes, c'est-à-dire de la non-collaboration. Le Congrès national s'y est refusé. « Je veux la paix, dit Gandhi, mais non la paix à tout prix. Nous ne traiterons avec le gouvernement qu'en égaux. »

Les représailles continuent donc. Elles ont pour effet de décourager les éléments modérés. Transiger, ce serait trahir manifestement les intérêts des masses populaires. Continuer la lutte, c'est lui donner un caractère de plus en plus révolutionnaire. Laquelle des deux voies choisira le dictateur pacifique du Congrès national, M. Gandhi ? C'est la question qui nous intéresse.

N. ROY.

BIBLIOGRAPHIE

La Presse Syndicale Anglaise

Parler de la presse syndicale contemporaine de l'Angleterre, c'est parler du trade-unionisme contemporain, car cette presse ne reflète que la vie des Unions. Qu'est-ce que le trade-unionisme contemporain ? En somme, c'est le vieux trade-unionisme tel qu'il existait au siècle passé, c'est-à-dire un mouvement qui a pour but, comme l'écrivaient en 1894 dans une édition maintenant vieillie de leur *Histoire du Trade-Unionisme* Sidney et Beatrice Webb, « de maintenir à un certain niveau l'existence des ouvriers et d'améliorer les conditions du travail ». Ce sont des organisations qui luttent séparément les unes des autres, qui ne sont point soudées par une volonté commune ni soumises à une direction d'ensemble unique. Chaque ouvrier en particulier est comme un petit grain de sable prolétarien, et l'ensemble des ouvriers, un banc de sable, sur lequel on ne peut bâtir un édifice solide à la mesure d'une humanité libérée des contradictions de classe et de l'oppression capitaliste. Les Trade-Unions représentent, dans le meilleur cas, des blocs non équilibrés qui ne peuvent pas servir actuellement de fondements pour la société future. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à lire la presse syndicale anglaise.

Avant tout, l'organe publié par chaque union n'est destiné qu'aux membres de celle-ci et les lecteurs qui s'intéressent aux questions générales du trade-unionisme y trouveront peu de choses à glaner et ne pourront se faire une idée nette de la théorie et de la pratique générale du mouvement. Ce sont le plus souvent des publications mensuelles, quelquefois, comme le *Shop Assistant* (1), hebdomadaire, et il y en a enfin de bi-hebdomadaires. Malgré leur forme extérieure qui est fort élégante et leurs dimensions volumineuses, leur prix de vente est peu élevé (il en est qui coûtent un ou deux pence et parfois même ils sont gratuits, pour les adhérents, comme par exemple le *Record*, organe des ouvriers des transports).

C'est là le côté extérieur de la presse syndicale anglaise. En ce qui concerne son contenu, malgré toute sa pauvreté idéologique, elle est, dans une certaine mesure, variée et adaptée à la psychologie des lecteurs. Ainsi les organes des chemi-

nols, des ouvriers des constructions mécaniques, etc., contiennent, outre la partie officielle (procès-verbaux des séances des Comités Exécutifs, des Conférences, etc., rapports périodiques des sections locales, des délégués, etc.) des matériaux sur les procédés techniques du travail et toutes sortes d'indications et de conseils ayant trait à la vie des usines, etc. D'ailleurs la partie officielle est presque partout très bien rédigée. Une partie considérable des organes syndicaux est remplie de questions concernant les salaires, l'assistance, le chômage, le minimum d'existence, etc. On trouve souvent des caricatures, des poésies, parfois des contes ; on y traite encore les questions de sport, tous ces matériaux étant tirés presque exclusivement de la vie des membres du syndicat éditeur.

En ce qui concerne les questions générales du Trade-Unionisme anglais, ces revues ne leur prêtent que peu d'attention. La réorganisation des Trade-Unions, le Congrès de Cardiff, la vie des autres Unions, le Conseil Général, les frottements intersyndicaux, toutes ces questions sont à peine mentionnées, à moins qu'elles ne touchent directement la vie de l'union. Les questions du mouvement syndical international intéressent encore moins. Rarement on trouve dans certains organes (Imprimeurs, employés des postes d'Irlande, marins) des notes ou des correspondances concernant cet important sujet. La vie et l'activité de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale Syndicale Rouge n'intéressent point la presse syndicale anglaise ; il est rare d'y trouver une note s'y rapportant, on n'y voit jamais d'articles qui leur soient consacrés.

Dans le *New-Dawn* du 3 novembre 1921, est publié un article, signé Robinson, sur la Conférence Internationale de Vienne (Internationale 2 1/2) ; la raison en est non pas l'intérêt qui porte les membres de l'Union à cette Conférence, mais dans le fait que Robinson étant allé à la Conférence a voulu exposer ses impressions de voyage. D'ailleurs, on n'y trouve que peu de renseignements sur la conférence, on y parle surtout du cours de la livre sterling à Vienne, de la famine, des vitrines, etc., etc.

Pour un militant qui s'intéresse surtout à la vie syndicale révolutionnaire, qui considère le mouvement syndical comme une puissance dans la lutte révolutionnaire des classes et qui se rend

(1) Organe de l'Union Nationale des Employés et Comptables.

compte que seules l'unité et l'activité révolutionnaire des organisations prolétariennes des masses sont les facteurs essentiels de la victoire, c'est encore l'organe de l'Union des ouvriers des transports et des manœuvres. Le *Record*, qui produit la meilleure impression. Cette Union est issue il n'y a pas longtemps du fusionnement de plusieurs unions, celles des ouvriers des transports, des dockers, des chargeurs, des ouvriers des canaux, des ouvriers du tabac, des meuniers, etc., etc.

Dans la revue le *Record* de l'Union des Dockers qui a adhéré à l'Union des Transports en qualité de section (le secrétaire en est Ben Tillet), on peut trouver dans le numéro de juillet un entrefilet intitulé : « L'offensive du capital », contenant des données sur la réduction des salaires et l'aggravation des conditions du travail. Dans le même numéro, dans un article intitulé : « A propos du Vendredi Noir », la revue exige la réorganisation non seulement des Trade-Unions faisant partie de la Triple-Alliance (mineurs, cheminots, et transports), mais de tout le mouvement en vue d'une liaison plus étroite entre les unions, de la réduction de leur nombre et de la création d'un état-major unique. Dans le même organe, on peut lire un article sur les Conseils d'industrie (connus sous le nom de Conseils de Withley). Dans d'autres fascicules il y a des articles consacrés à la réorganisation des syndicats, à la vie politique, et des notes sur la famine en Russie et sur les réparations allemandes, etc. La revue, comme nous le voyons, reflète des tendances et des besoins de classe, bien que l'esprit de conservatisme enraciné y soit encore assez fort : ainsi, à la Conférence des Transports à Linington, où a été formée une nouvelle union, la partie des statuts disant que l'Union a pour unique but le renversement du système capitaliste a été rejetée, vu que, dit la revue, « cette définition pouvait faire dévier l'Union sur la voie de la lutte politique ». Par ailleurs, on voit aussi que, malgré l'esprit de classe relativement plus développé que dans les autres Unions, cette revue n'a pas une idée nette des principes de l'organisation syndicale. Dans l'article : « Faits à l'usage des théoriciens » (*Record*, septembre 1922), l'Union défend ainsi l'affiliation des meuniers, des ouvriers du tabac et des confiseurs : « Les tentatives d'organiser les ouvriers de ces branches où les femmes prédominent sont restées vaines pendant plusieurs années. Pourtant les matières premières pour les manufactures de tabac sont transportées dans les docks, passent par les mains des ouvriers des transports, et dès que la fabrication en est assurée, le tabac est enlevé par des ouvriers des transports. Admettons que le Conseil Général prescrive aux ouvriers du tabac d'organiser leur propre syndicat ; dans ce cas il le priverait du soutien économique le plus efficace. Même situation chez les meuniers, les confiseurs, etc. »

Ainsi, la revue située à la base de l'organisation des syndicats indépendants non pas le principe d'industrie, mais celui de l'organisation d'Unions puissantes, dont feront partie à titre de sections pour ainsi dire les industries protégées plus faibles. L'organe des transports oublie que si l'on veut raisonner de cette manière, on doit admettre que les industries faibles peuvent être rattachées avec le même succès à l'Union des Cheminots ou des Marins par exemple, et que dans ce cas il faudrait rattacher aussi à l'Union des Transports comptant environ 200.000 membres, l'énorme Union des Manœuvres comptant

1.200.000 adhérents, de sorte que le noyau des ouvriers qualifiés des transports se trouverait absorbé par la masse des ouvriers étrangers aux transports. Un fait nouveau est à constater dans la presse syndicale anglaise de nos jours, c'est qu'elle est à la recherche d'une voie nouvelle. Quelques organes voient l'issue de la crise et des défaites actuelles dans de nouvelles formes organiques du trade-unionisme, tout en lui laissant son ancien contenu.

La prochaine période de lutte ne manquera pas de montrer à ces camarades que le secret de la victoire ne réside pas seulement dans les formes organiques, mais surtout dans le contenu révolutionnaire de l'action syndicale.

M. CH.



Bibliothèque - Communiste - PARIS

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTIENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> .. épuisé	
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> .. épuisé	
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> épuisé	
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
.. <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
.. <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
.. <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
.. <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
.. <i>Hommage à la République des Soviets par H. Barbusse, etc.</i>	1 25

En vente à la Librairie de « l'Humanité »

**SECOURONS NOS
FRERES DE RUSSIE**

LA VIE DU PARTI

COMITÉ DIRECTEUR

Septième séance (7 février 1922)

Présents : Marthe Bigot, Cachin, Cartier, Dondicol, Ferdinand Faure, Frossard, Garchery, Lucie Leiciagué, Lévy, Méric, Paquereaux, Paul Louis, Rappoport, Soutif, Tommasi et Verfeuil, titulaires.

Auclair, Bestel, Dormoy, Pioch et Servantier, suppléants.

Fégy et David, représentants des Jeunesses.

Excusé : Gourdeaux.

Cartier et Frossard rendent compte des délégations qu'ils ont accomplies, le premier dans le Jura et le second dans le Nord.

Cachin fait ensuite un rapport au C. D. sur son récent voyage à Berlin. Ce rapport provoque l'ouverture d'un débat auquel participent Frossard, Rappoport, Ferdinand Faure, Méric, Paul-Louis, Tommasi, Pioch, Bestel et Auclair.

Le Secrétaire administratif : E. SOUTIF.

Huitième séance (14 février 1922)

Présents : Marthe Bigot, Louise Bodin, Cartier, Dondicol, Frossard, Gourdeaux, Renaud Jean, Lucie Leiciague, Lévy, Méric, Paquereaux, Paul-Louis, Rappoport, Soutif, Tommasi et Verfeuil, titulaires ;

Auclair, Bestel, Lucie Colliard, Philippe et Servantier, suppléants ;

Laporte, représentant des Jeunesses.

Excusés : Garchery, Dormoy, Pioch et David.

Le Comité Directeur reçoit une délégation du Parti communiste luxembourgeois.

Invité par l'Internationale de Vienne à se faire représenter à la Conférence de Francfort, il décide, à l'unanimité et sans discussion, de passer purement et simplement à l'ordre du jour.

Il adopte ensuite, pour réglementer le contrôle de la presse, la résolution ci-dessous :

Le Comité Directeur estime nécessaire de donner une sanction définitive aux propositions de l'Internationale concernant le contrôle de la presse communiste.

Il constate que le contrôle est déjà assuré d'une manière effective pour les journaux et publications qui sont la propriété du Parti. Aux termes des statuts, leurs directeurs sont nommés par le Comité Directeur dont ils relèvent d'une façon permanente. Leur administration et leur rédaction subissent à la fois le contrôle du Conseil d'administration et de Direction désigné par le Congrès annuel et celui du Comité Directeur.

A ce point de vue, par conséquent, toutes précautions sont prises et toutes garanties assurées.

En ce qui concerne les journaux et publications dont la direction ou la propriété appartient à un ou plusieurs membres du Parti, le Comité Directeur considère qu'il est indispensable de préciser

les conditions dans lesquelles sera exercé, à leur égard, le contrôle prévu par le règlement général.

A cet effet, il donne mandat à la Commission de politique générale d'exercer ce contrôle dans les conditions suivantes :

1° Ces journaux seront tenus d'insérer et en bonne place les communications officielles du Parti. Ils devront se conformer pour l'action aux décisions des Congrès nationaux et internationaux, interprétées par le Conseil national et le Comité Directeur ;

2° Leur liberté de discussion restera entière pour les questions de méthodes et de tactiques et inscrites à l'ordre du jour des assemblées du Parti, sous la réserve que, la décision finale intervenue, ils s'y conformeront pleinement ;

3° La Commission de politique générale veillera à ce qu'ils s'abstiennent de toute polémique d'ordre personnel, visant telle ou telle tendance ou tel ou tel membre du Parti ;

4° Elle ne tolérera d'aucune manière et sous aucun prétexte, que soit remise en question par eux la Charte constitutive du Parti ;

5° Elle demandera aux directeurs de ces journaux et publications de souscrire formellement aux conditions du présent contrôle qui est et ne peut être que d'ordre politique. S'ils s'y refusent, elle proposera au Comité Directeur de déclarer publiquement tous liens rompus entre ces journaux et publications d'une part et le Parti de l'autre, sans préjudice des sanctions d'ordre individuel qui pourront intervenir contre les directeurs, en conformité des prescriptions statutaires relatives à la discipline du Parti. Ces décisions entreront immédiatement en vigueur.

Le C. D. vote également la motion suivante :

Le Comité Directeur, après avoir pris connaissance d'un article qui préconise la constitution, sous le nom de trait d'union, de groupements mixtes, composés de membres du Parti dissident et de membres du Parti S. F. I. C., déclare que la constitution de tels groupements, si elle était tolérée, mettrait en question l'existence même du Parti Communiste. Il constate que si cette initiative, dont il blâme l'inspiration, était suivie d'effets, ses promoteurs et ses participants communistes se mettraient, *ipso facto*, en dehors du Parti et que leur radiation devrait être prononcée sans délai.

En dernier lieu, le Comité Directeur décide que la Commission centrale pour le travail communiste parmi les femmes sera composée des citoyennes Marthe Bigot, Noëlie Drous, Marie-Thérèse Gourdeaux, Louise Heuchet, Lucie Leiciague, Lucie Marais et Rosa Michel, et des citoyens Philippe et Rappoport. Les citoyennes Louise Bodin et Lucie Colliard, membres du Comité Directeur, pourront assister aux séances avec voix délibérative.

Le Secrétaire administratif : E. SOUTIF.

Neuvième séance (21 février 1922)

Présents : Cartier, Dondicol, Frossard, Garchery, Gourdeaux, Renaud Jean, Lucie Leiciague, Lévy, Méric, Paul Louis, Paquereaux, Rappoport, Soutif, Tommasi et Verfeuil, titulaires ;

Bestel, Lucie Colliard, Dormoy, Philippe, Pioch et Servantier, suppléants ;

Fégy, représentant des Jeunesses.

Excusé : Laporte.

Paul Louis attire l'attention du Comité Directeur sur certaines erreurs contenues dans une motion que la 14^e section a soumise le 20 février à l'examen du Comité Exécutif de la Seine.

Après une discussion à laquelle participent Paul Louis, Servantier, Pioch, Soutif, Frossard, Lucie Leiciague, Lucie Colliard, Dondicol et Tommasi, il est entendu que Paul Louis se rendra lundi prochain devant le Comité Exécutif, afin de rétablir les faits.

Frossard communique au C. D. les renseignements qui lui ont été fournis par les fédérations au sujet de la rapidité avec laquelle s'effectue la délivrance des cartes de l'année 1922.

Dondicol expose brièvement la situation financière. Il est décidé que cette situation fera l'objet, mardi prochain, d'un examen plus approfondi.

Sur la demande de Fégy, de Pioch et de Rappoport, la question de la presse régionale est également inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion du C. D.

Le Secrétaire administratif : E. SOUTIF.

N.-B. — Le Comité Directeur tient à préciser que ses décisions récentes concernant le Bulletin Communiste n'infirmant pas, mais complètent ses décisions antérieures. La direction du « Bulletin » reste confiée au citoyen Souvarine, assisté du Comité de Direction comprenant les citoyens Dunois, Frossard, Paul Louis, Lorient, Rappoport.

LIRE :

Tous les matins

L'Humanité

Tous les soirs

L'Internationale

Toutes les semaines

Le Bulletin Communiste

La Voix Paysanne

Tous les quinze jours

L'Avant-Garde

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

VIENT DE PARAÎTRE :

Maurice PAZ

Les Révoltes de la Mer Noire

Préface de Pierre MONATTE

Une brochure : 0 fr. 40 ; francol : 0 fr. 45 ;
le cent francol : 32 francs.

Adresser les commandes à la Librairie de l'Humanité.

Les Thèses du Congrès de Marseille

Le numéro spécial du Bulletin Communiste, contenant le texte des Thèses et Résolutions votées au Congrès de Marseille, est en vente dans nos bureaux, 120, rue Lafayette, et à la Librairie de l'Humanité

La réduction habituelle sera faite aux Groupes, Sections et Fédérations. Adresser les commandes au camarade René Reynaud, 120, rue Lafayette.

VIENT DE PARAÎTRE

ET SADOUL ?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.